



*Date de dépôt : 1<sup>er</sup> juin 2026*

## **Rapport**

**de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi de Stéphane Florey, Michael Andersen, Gilbert Catelain, Florian Dugerdil, Lionel Dugerdil, Marc Falquet, Christo Ivanov, Patrick Lussi, Guy Mettan, Yves Nidegger, Daniel Noël, Julien Ramu, Vincent Schaller, Philippe Meyer, Pierre Conne, Jean-Pierre Pasquier, Adrien Genecand, Yvan Zweifel, Murat-Julian Alder, Thierry Oppikofer, Jacques Béné modifiant la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF) (D 1 11) (Neutralité politique des entités bénéficiaires d'indemnités et d'aides financières)**

*Rapport de majorité de Thomas Wenger (page 3)*

*Rapport de minorité de Stéphane Florey (page 12)*

## **Projet de loi (13768-A)**

**modifiant la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF) (D 1 11)**  
*(Neutralité politique des entités bénéficiaires d'indemnités et d'aides financières)*

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
décrète ce qui suit :

### **Art. 1      Modifications**

La loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, est  
modifiée comme suit :

#### **Art. 14B    Neutralité politique (nouveau)**

Les indemnités et les aides financières ne peuvent pas être octroyées aux  
entités exprimant des positions politiques ou faisant des recommandations,  
notamment lors de votations ou d'élections.

#### **Art. 23, al. 1, lettre f (nouvelle)**

<sup>1</sup> L'autorité compétente révoque la décision d'octroi, résilie le contrat de droit  
public, réduit le montant de l'indemnité ou de l'aide financière octroyée et en  
exige la restitution totale ou partielle lorsque :

- f) l'entité bénéficiaire ne respecte pas l'art. 14B.

### **Art. 2      Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la  
Feuille d'avis officielle.

## RAPPORT DE LA MAJORITÉ

### Rapport de Thomas Wenger

La commission des finances a examiné cet objet lors de sa séance du 25 mars 2026 sous la présidence de M<sup>me</sup> Emilie Fernandez.

Le procès-verbal a été pris par M. Aurèle Dupuis. La commission a été assistée dans ses travaux notamment par le secrétaire de la commission, M. Raphaël Audria.

Que toutes ces personnes soient remerciées du soutien apporté à la commission.

### Audition de M. Stéphane Florey, premier signataire

M. Florey dit que, pour les signataires de ce projet de loi, il n'est plus concevable que des associations qui touchent des subventions de l'Etat puissent émettre des recommandations de vote lors des élections ou qu'elles prennent position contre des décisions du Grand Conseil. Il rappelle le cas récent de l'AVIVO. M. Florey dit qu'on se dirige vers des années difficiles au niveau budgétaire et que, dans ce cadre, il faudra opter soit pour des hausses d'impôts, soit des baisses au niveau des charges et des subventions. Il dit qu'il privilégie la seconde option. M. Florey ajoute que, si des associations étaient dans le futur touchées par des baisses de subventions, il serait plus adéquat à son sens qu'elles ne puissent pas directement émettre des avis politiques sur ces baisses. Il dit que c'est dans ce but que ce projet de loi a été déposé. Il indique que cette idée est dans l'air du temps aussi bien aux Etats-Unis, où des associations ont dû faire face à des coupes budgétaires, qu'en France lors des récentes élections municipales, où certains candidats se sont positionnés en faveur de cette idée.

Un député (S) pose la question de l'ambition concrète de ce PL : s'agit-il d'une Lex AVIVO avec un spectre réduit et ciblé ou est-ce que ce PL se veut plus ambitieux et large dans sa mise en œuvre ? Il fait référence ici à de nombreux courriers d'associations reçus par la commission.

M. Florey indique que ce PL n'est pas une Lex AVIVO. Il dit que l'AVIVO n'est qu'un exemple et qu'il y en a plein d'autres, notamment les associations qui s'occupent du domaine de l'asile. Il rappelle que ces associations touchent des subventions de l'Etat. Il dit que ces associations reçoivent de l'argent dans un but précis et qu'elles ne doivent pas outrepasser leurs statuts. Il fait ici la distinction entre un mandataire – qui ne serait pas touché par ce PL – versus

les entités subventionnées. Il dit que la consultation sur des avant-projets serait toujours possible pour ces associations. Une fois qu'une décision est prise par le Grand Conseil, les associations subventionnées par l'Etat n'auraient pas le droit de s'exprimer dans le débat public, ni d'émettre des recommandations dans le feuillet de votation envoyé aux citoyens, ni de soutenir tel ou tel parti ou candidat. En outre, il dit qu'il y a une inégalité de traitement entre membres de ces associations, car ils n'ont pas forcément les mêmes opinions et ne soutiennent pas les mêmes partis.

Un député (S) rappelle qu'une subvention – grande ou petite – est également liée à un contrat, de la même manière qu'un mandataire. Il pose cette question : si une association touche en partie des subventions étatiques et a également d'autres revenus, est-ce que ladite association pourra disposer de ces revenus comme elle le souhaite ?

Si ces associations reçoivent de l'argent public, M. Florey dit qu'elles ne pourront pas participer au débat public. Il rappelle qu'au niveau financier, il y a de la ventilation dans ces associations. Il dit que, quand une association reçoit une subvention de l'Etat, elle n'a pas à se positionner sur des sujets qui la touchent directement.

Un député (S) aimerait savoir si par exemple l'université qui est largement subventionnée ne pourrait donc plus s'exprimer sur le sort de l'accord Erasmus.

M. Florey répond de façon positive. Il prend l'exemple du référendum sur les HES qui vient d'aboutir. Il aimerait que les HES ne puissent pas étaler leurs états d'âme via la presse ou par le biais d'autres moyens durant la campagne de votation. Il indique que ce sont des entités qui touchent des subventions étatiques et que, pour cela, elles ne doivent pas critiquer des décisions prises par le Grand Conseil.

Le député (S) poursuit en demandant si une collaboratrice ou un collaborateur des HES perdrait ses droits citoyens sur ce sujet.

M. Florey répond que, si un professeur HES s'exprime en tant que citoyen lambda, il serait possible pour lui de s'exprimer dans le débat public. En revanche, si ce dernier s'exprime formellement au nom de la HES, il ne pourrait pas exprimer des positions politiques.

Sur l'affirmation du premier signataire que ce serait une idée dans l'air du temps, y a-t-il d'autres références que E. Zemmour et D. Trump ?

M. Florey dit qu'il y a effectivement d'autres pays en Europe qui vont dans ce sens, notamment l'Italie.

Un député (LJS) dit que la politique regroupe plusieurs acteurs : les partis politiques, le petit et grand Etat, des mandats donnés à des associations ou des

entreprises, et des entités subventionnées (liées à un intérêt général). Il dit que ces entités défendent des causes et qu'il ne voit pas ici l'intérêt de restreindre leur participation au débat public. Sur la multiplication des causes, il ajoute qu'une association qui défend par exemple les intérêts des locataires ne devrait pas s'exprimer sur des thèmes trop éloignés de son domaine de prédilection.

M. Florey répond que ce PL est cohérent dans ce sens. Il dit que les subventions étatiques doivent permettre à ces associations d'effectuer des tâches précises, mais pas de participer au débat public. Il rappelle qu'une fois le vote fait au niveau du Grand Conseil, c'est à ce moment que ces associations sortiraient du champ et ne devraient plus s'exprimer. Il rappelle que l'Etat ne paie pas ces associations pour étaler leurs états d'âme dans la presse ou faire campagne. Elles doivent ainsi se cantonner aux tâches précises qu'elles doivent effectuer. Concernant les partis politiques, M. Florey dit qu'ils ne dépendent pas de la LIAF et que les partis politiques ne sont pas concernés par ce projet de loi.

Un député (S) demande comment la limite peut être clairement définie. Il prend l'exemple de la subvention liée à l'arrachage des vignes et il aimerait avoir l'avis de l'auditionné là-dessus.

M. Florey dit qu'il ne s'agit pas d'aider des associations ici, mais des viticulteurs, donc des exploitations. Il dit qu'il s'agit à nouveau de deux choses totalement différentes.

Un député (Ve) rappelle que certaines entités subventionnées pourraient également se positionner pour certaines décisions du Grand Conseil, et pas uniquement contre. Il dit que, selon l'article 14B, les entités ne pourraient plus exprimer des positions politiques.

Le député (Ve) demande ce qu'il adviendrait de certaines associations qui font la promotion lors d'élections des membres de leur comité.

M. Florey indique que ces associations devraient dans le cadre de ce PL s'abstenir de faire ceci, du moment qu'elles touchent des subventions de l'Etat. Il prend l'exemple de la CGI qui soutient des candidats et il rappelle que la CGI ne touche pas de l'argent de l'Etat.

Un député (MCG) cite l'exemple d'une association qui a pour but de défendre les assurés avec une subvention étatique qui sert à conseiller des assurés à des prix convenables. Il indique un autre but de cette association : défendre de manière générale les assurés (donc de manière politique). Cette association a pris position en faveur de la caisse publique en 2014. Il dit qu'avec ce PL, ce ne serait plus possible pour cette association de jouer ce rôle politique. Il estime qu'il faudrait plus de précisions à ce niveau afin de clarifier les choses.

M. Florey indique que l'exemple de l'ASSUAS montre qu'il y a parfois des doubles emplois malsains. Il ajoute que ce PL veut justement éviter ce type de situations et imposer une neutralité politique. Il dit que les associations qui touchent de l'argent de l'Etat doivent faire le job demandé et que celles qui veulent faire de la politique peuvent le faire, mais pas avec les deniers publics.

Le député (MCG) rappelle ici les lobbys des assurances-maladie à Berne, d'où une difficulté d'imposer une vraie neutralité politique.

Une députée (PLR) affirme qu'il n'est pas judicieux de demander à certaines associations de ne pas se prononcer ou de ne pas participer au débat public. Elle rappelle que ces associations peuvent amener une certaine expertise dans tel ou tel domaine, ce qui contribue à un débat public de qualité. Elle estime que, dans une démocratie, ceci est un aspect fondamental.

Un député (S) souligne qu'il y a des cosignataires PLR à ce projet de loi ; or, le PLR a lancé son initiative pour une politique sportive ambitieuse à Genève avec le soutien de plusieurs associations subventionnées par l'Etat ou par les communes (Association genevoise des sports, Fédération genevoise équestre, Lions de Genève, Association genevoise de gymnastique). Il demande s'il était inopportun d'avoir des associations subventionnées qui soutiennent une telle initiative.

M. Florey dit qu'il a signé l'initiative à l'époque et qu'effectivement, à l'avenir, si ce PL est voté, ces associations devraient s'abstenir de la soutenir publiquement.

Un député (UDC) dit que ce projet de loi vise finalement à mettre en place une égalité de traitement entre entités subventionnées. Il estime que, si une entité subventionnée est directement touchée par une votation – surtout au niveau financier –, il est nécessaire qu'elle ne participe pas au débat public. Dans la brochure de votation par exemple, les TPG ne se sont pas positionnés sur la gratuité pour les jeunes.

Compte tenu des discussions, M. Florey estime qu'à l'article 14B le terme « notamment » pourrait être supprimé, afin de s'en tenir uniquement aux élections et votations.

Un député (S) prend encore l'exemple de la CCIG (Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève), chargée de certifier l'origine des produits exportés dans le monde. Dans ce cadre, la CCIG – avec un monopole de cette prestation publique – agit par délégation de l'Etat fédéral. Il demande si la CCIG devrait s'abstenir de faire de la politique.

M. Florey répond par la négative, car ici c'est un émolument, concernant une tâche précise. Il dit que ce n'est pas une subvention.

### **Position de M<sup>me</sup> Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat**

M<sup>me</sup> Fontanet dit qu'elle a examiné ce projet de loi, qu'elle n'a pas pu l'aborder directement avec ses collègues du Conseil d'Etat, mais qu'ils ont très probablement la même position qu'elle. Elle dit que son département estime que c'est une Lex AVIVO. M<sup>me</sup> Fontanet ajoute qu'il y a un problème de définition sur ce qu'est une entité qui traite de questions politiques. Elle ajoute que c'est effectivement une question à se poser si c'est opportun qu'une entité subventionnée soutienne des candidats et candidates à des élections (sauf si ces derniers sont membres de l'association en question). Elle dit que le problème, c'est que ce PL ne traite pas uniquement d'élections, mais aussi des prises de positions politiques. Elle rappelle qu'il y a des entités subventionnées qui le sont justement, car l'Etat a estimé que les causes défendues par l'entité en question sont légitimes et doivent être défendues. Elle pose la question suivante : comment faudrait-il réagir en cas de participation au débat public de la part de Carrefours Addictions sur l'alcool ou le tabac, ou dans le cas d'une critique de MSF sur tel ou tel gouvernement ? Avec l'AVIVO en 2023, il a été possible de sanctionner ce qui avait été jugé comme une faute commise. Dans ce contexte, M<sup>me</sup> Fontanet dit que son département estime qu'une modification de la LIAF est inutile. M<sup>me</sup> Fontanet ajoute que ce PL remet en question un fondement de la démocratie suisse, à savoir l'engagement associatif. Par ailleurs, ce PL pourrait nuire à l'image du canton qui héberge beaucoup d'associations. Pour ces raisons, M<sup>me</sup> Fontanet indique qu'elle est opposée à ce projet de loi.

### **Position d'associations et de collectifs**

Plusieurs associations et collectifs ont écrit une prise de position sur ce projet de loi qui est annexée au présent rapport. Les entités soulignent que les organisations soutenues par l'Etat ne se limitent pas à la mise en œuvre de prestations. En tant qu'actrices de terrain, elles peuvent également être amenées à partager publiquement des analyses et des observations issues de leur expérience. Ces prises de position peuvent porter sur l'évolution des besoins sociaux, sur les effets concrets de certaines politiques publiques ou sur les difficultés rencontrées dans l'accès aux droits et aux dispositifs existants. L'introduction d'une obligation générale de neutralité politique pourrait limiter cette contribution et réduire la capacité des acteurs de terrain à participer au débat public sur les politiques et à proposer des solutions concrètes qui concernent directement leurs domaines d'intervention. Les expertises de terrain des entités subventionnées constituent un apport important pour les autorités publiques et pour le Grand Conseil, et une source d'information pour le grand public. Restreindre la possibilité pour les organisations d'exprimer ces

analyses risquerait de priver le débat public d'une partie de cette connaissance de terrain. La possibilité de suspendre ou de retirer des aides financières en cas de non-respect de cette obligation pourrait conduire certaines organisations à adopter une attitude de prudence excessive dans leur expression publique. Par crainte de mettre en péril leur financement, certaines entités pourraient renoncer à partager leurs analyses.

Les organisations signataires de la prise de position considèrent que l'introduction d'une obligation générale de « neutralité politique » dans la LIAF soulève des questions importantes tant sur le plan démocratique que sur le plan pratique.

Une telle disposition risquerait :

- de réduire la contribution de la société civile au débat public ;
- de limiter l'expression de l'expertise issue du terrain ;
- d'encourager des phénomènes d'autocensure ;
- et d'introduire une différence de traitement entre acteurs financés par l'Etat et prestataires privés.

A la fin des discussions, M. Florey souhaite entendre le Conseil d'Etat sur ce PL.

Plusieurs députés et députées souhaitent passer directement au vote. La présidente demande s'il y a des oppositions à voter l'entrée en matière de ce PL. Sans opposition de la commission, la présidente passe au vote d'entrée en matière sur ce PL 13768 modifiant la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF) (D 1 11) (Neutralité politique des entités bénéficiaires d'indemnités et d'aides financières).

### **Vote d'entrée en matière**

La présidente met aux voix l'entrée en matière du PL 13768 :

Pour :	4 (2 UDC, 2 PLR)
Contre :	11 (2 PLR, 1 LC, 1 LJS, 2 Ve, 3 S, 2 MCG)
Abstentions :	–

***L'entrée en matière est refusée.***

A la suite de ces explications, la majorité de la commission vous invite à refuser ce projet de loi.

*Annexe : Prise de position d'associations et de collectifs sur le projet de loi PL 13768 – 17.03.2026*





Genève, le 17 mars 2026

## Prise de position sur le projet de loi PL 13768

Modification de la LIAF – « Neutralité politique des entités bénéficiaires d'indemnités et d'aides financières »

### Préambule

L'État de Genève s'est doté en 2005 d'une loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF) (révisée en 2023) afin de définir un cadre clair pour le financement d'activités d'intérêt public réalisées par des entités externes à l'administration.

Ce cadre permet depuis près de vingt ans d'organiser un partenariat entre l'État et un tissu diversifié d'organisations – associations, fondations et institutions – qui contribuent à la mise en œuvre de politiques publiques dans de nombreux domaines, notamment l'action sociale, la santé, le handicap, la formation, la culture, l'intégration, tout comme l'environnement ou encore la mobilité.

Le projet de loi PL 13768 propose d'introduire dans la LIAF un nouvel article instaurant une obligation de « neutralité politique » pour les entités bénéficiant d'indemnités ou d'aides financières. Selon cette disposition, ces financements ne pourraient plus être octroyés à des entités exprimant des positions politiques ou formulant des recommandations, notamment lors de votations ou d'élections.

Les organisations signataires souhaitent exprimer leurs préoccupations quant aux conséquences d'une telle modification.

Le fonctionnement des institutions suisses repose historiquement sur une interaction étroite entre autorités publiques, acteurs de la société civile et organisations professionnelles. Les associations et fondations actives dans les domaines sociaux, sanitaires ou éducatifs contribuent régulièrement aux processus de consultation, aux travaux parlementaires et à l'élaboration des politiques publiques. Cette participation constitue une composante reconnue du fonctionnement démocratique et de la recherche de solutions adaptées aux réalités de terrain. Dans un tel contexte, l'introduction d'une obligation générale de neutralité politique pour les organisations soutenues par l'État soulève des interrogations quant à l'évolution des conditions de participation au débat démocratique.

### 1. La contribution de la société civile au débat public

Les organisations soutenues par l'État ne se limitent pas à la mise en œuvre de prestations. En tant qu'actrices de terrain, elles peuvent également être amenées à partager publiquement des analyses et des observations issues de leur expérience.

Ces prises de position peuvent porter sur l'évolution des besoins sociaux, sur les effets concrets de certaines politiques publiques ou sur les difficultés rencontrées dans l'accès aux droits et aux dispositifs existants.

Par leurs analyses, leurs observations et leurs recommandations, les organisations de la société civile contribuent ainsi à l'information du public et à la compréhension de réalités sociales souvent peu visibles.

Rappelons que de nombreuses associations et fondations sont nées du constat de problèmes sociétaux qu'elles ont contribué à mettre en lumière, tout en proposant des solutions concrètes. Plusieurs politiques publiques actuelles trouvent ainsi leur origine dans des projets pilotes innovants portés par ces organisations.

L'introduction d'une obligation générale de neutralité politique pourrait limiter cette contribution et réduire la capacité des acteurs de terrain à participer au débat public sur les politiques et à proposer des solutions concrètes qui concernent directement leurs domaines d'intervention.

## **2. L'importance de l'expertise issue du terrain**

Les organisations soutenues par l'État disposent d'une connaissance fine des réalités sociales et des besoins de la population.

Leurs retours d'expérience permettent notamment :

- D'identifier l'émergence de nouveaux besoins ;
- D'identifier les angles morts et les écueils de futurs ou actuels textes législatifs en regard de leur traduction concrète sur le terrain et de signaler les difficultés rencontrées dans l'application de certains dispositifs ;
- De proposer des améliorations dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Ces expertises constituent un apport important pour les autorités publiques et pour le Grand Conseil, et une source d'information pour le grand public.

Restreindre la possibilité pour les organisations d'exprimer ces analyses risquerait de priver le débat public d'une partie de cette connaissance de terrain.

## **3. Un risque d'autocensure pour les organisations concernées**

La possibilité de suspendre ou de retirer des aides financières en cas de non-respect de cette obligation pourrait conduire certaines organisations à adopter une attitude de prudence excessive dans leur expression publique.

Par crainte de mettre en péril leur financement, certaines entités pourraient renoncer à partager leurs analyses.

Un tel mécanisme pourrait ainsi favoriser une forme d'autocensure parmi les organisations actives dans des domaines pourtant directement concernés par les décisions publiques.

## **4. Une incohérence dans le traitement des acteurs financés par l'État**

La disposition proposée viserait spécifiquement les entités bénéficiant d'indemnités ou d'aides financières dans le cadre de la LIAF.

Les prestataires privés mandatés par l'État dans le cadre de marchés publics ne seraient pas soumis à une obligation comparable.

Une telle situation pourrait conduire à une différence de traitement entre acteurs intervenant dans des domaines similaires, selon le mode de financement choisi par l'État.

Les organisations signataires considèrent que l'introduction d'une obligation générale de « neutralité politique » dans la LIAF soulève des questions importantes tant sur le plan démocratique que sur le plan pratique.

Une telle disposition risquerait :

- De réduire la contribution de la société civile au débat public ;
- De limiter l'expression de l'expertise issue du terrain ;
- D'encourager des phénomènes d'autocensure ;
- Et d'introduire une différence de traitement entre acteurs financés par l'État

L'introduction d'une obligation générale de « neutralité politique » dans la LIAF soulève dès lors la question de savoir si une telle mesure est proportionnée au regard de cet équilibre.

Dans ce contexte, les organisations signataires invitent les députées et députés du Grand Conseil à rejeter cette modification de la LIAF, qui soulève des enjeux importants pour la participation de la société civile et le partenariat entre l'État et les organisations actives sur le terrain.



AGOEER  
Philippe Bossy  
Président



APRÈS-Ge  
Christophe Dunand  
Membre du comité



CAPAS  
Antoine Beuret  
Membre du comité



FEA  
Fabienne Muller  
Vice-présidente



GLAJ-GE  
Fabienne Hutin  
Présidente



Insertion Genève  
Laurence Pottu  
Membre du comité



INSOS Genève  
Jérôme Laederach  
Président



Réseau femmes\*  
Rocio Restrepo  
Co-présidente

*Date de dépôt : 15 mai 2026*

## RAPPORT DE LA MINORITÉ

### Rapport de Stéphane Florey

Bien qu'ayant été refusé par la majorité de la commission, ce projet de loi a toutefois suscité l'intérêt autour d'une question centrale : est-il normal qu'un organisme subventionné se permette d'émettre des recommandations de vote lors d'élections ou de votations ? Pour la minorité, il est évident que non.

La minorité rappelle que le but du projet de loi n'est pas d'empêcher les organismes subventionnés de donner leur avis lors de consultations d'avant-projets du Conseil d'Etat ou d'être auditionnés par des commissions de notre Grand Conseil, ni même d'être interviewés par les médias. Il s'agit uniquement de dire que, lorsqu'une loi est votée par le Grand Conseil et que cette dernière fait l'objet d'un référendum, les organismes soumis à la LGAF, s'abstiennent de tout commentaire.

Cependant, la minorité a été rendue attentive et reconnaît volontiers que, tel qu'il a été rédigé, ce projet de loi pouvait prêter à confusion quant au but recherché, ce qui pourrait rendre son application compliquée.

Pour toutes ces raisons, afin de rendre plus précis l'objectif de ce projet de loi, la minorité vous propose de s'en tenir uniquement aux prises de position ou aux recommandations de vote lors de votations ou d'élections avec l'amendement suivant (l'article 23, al. 1, lettre f (nouvelle) demeure inchangé) :

#### ***Art. 14B Neutralité politique (nouvelle teneur)***

*Les indemnités et les aides financières ne peuvent pas être octroyées aux organismes faisant des recommandations lors de votations ou d'élections.*

Au vu de ces éclaircissements, la minorité vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à reconsidérer vos positions et à soutenir l'amendement proposé et voter le projet de loi ainsi amendé.